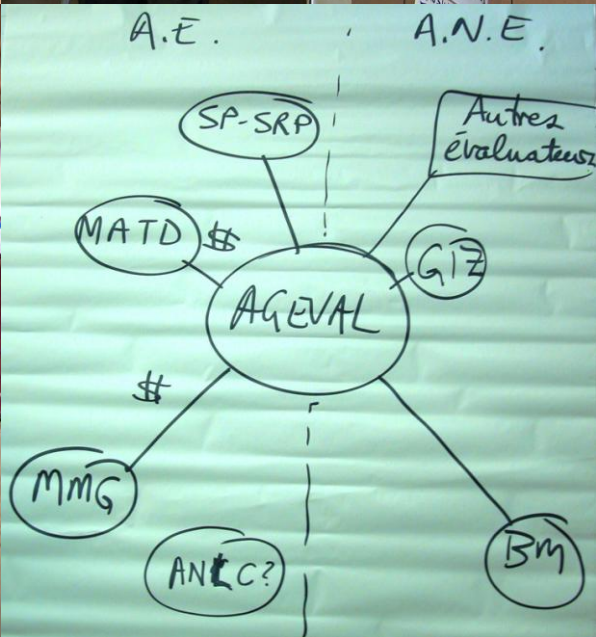
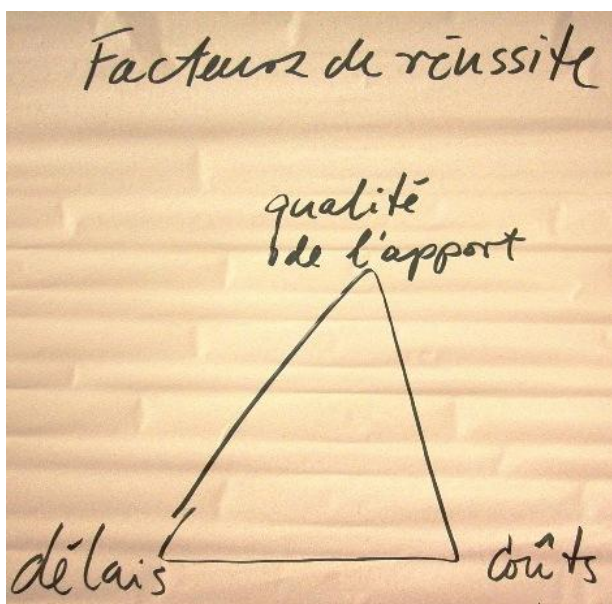




**Association
Guinéenne des
Evaluateurs**

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Rapport synthèse des résultats de la formation en matière d'évaluation des politiques et programmes publics



Conakry, du 23 au 25 février 2011

1 Objectifs

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de l'Association Guinéenne des Evalueurs (Ageval), le projet « Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté » (ASRP) a facilité l'organisation d'une formation durant la période du 23 au 25 février 2011.

Les trois objectifs de la formation ont été formulés de la manière suivante :

- Les participants disposent des notions de base relatives à l'évaluation des impacts des politiques et programmes publics,
- Les participants connaissent les approches PSIA (AIPS) et PIA (AIP),
- Les participants sont en mesure d'élaborer des Termes de Référence de bonne qualité pour les évaluations portant sur les impacts des projets miniers.

Les principaux thèmes à traiter ont été proposés dans le programme indicatif (voir annexe 1), qui a été distribué au préalable (une semaine avant la formation) par e-mail à tous les adhérents de l'Ageval.

Notons que, suite à la réorientation du projet GIZ/ASRP vers la gouvernance du secteur extractif, un fort accent a été mis sur les politiques et les programmes du secteur minier, qui a servi d'étude de cas pour la plupart des présentations et exercices.

2 Déroulement

L'ouverture du séminaire a été assurée par le Président de l'Ageval, accompagné par le Responsable de l'Exécution du Projet ASRP, Mamadou Alpha Diallo. L'expert du siège de la GIZ, M. Kristin Lempa, spécialiste en matière de gouvernance du secteur extractif, a aussi assisté à l'ouverture du séminaire.

La participation à la première séance a été partiellement interrompue par la tenue d'une rencontre de quatre représentants de l'Ageval avec son Excellence le Ministre chargé de la décentralisation, Monsieur Alhassane Condé (un ancien co-formateur de l'Ageval). Le Ministre a demandé, entre autres, l'organisation d'une deuxième rencontre avec l'Ageval afin de cerner les apports potentiels de l'Ageval à la mise en œuvre de la politique de la décentralisation en Guinée. Cette rencontre a clairement souligné le rôle potentiel de l'Ageval comme interlocuteur privilégié des autorités guinéennes en matière de modernisation de l'Etat voire gestion rationnelle de la performance publique.

La formation a été préparée et animée par Dr. Jim Bennett, consultant / formateur GIZ, et M. Lanciné Condé, assistant technique de l'antenne du projet ASRP à Labé.

Lors de la première séance, une revue rapide des pré-connaissances des participants a été réalisée sur la base d'un questionnaire avec six questions de base. Les résultats de cette revue, présentés dans le tableau ci-dessous, révèlent un très faible niveau de pré-connaissances en matière d'évaluation.

Plus de 40 personnes ont participé aux premières séances. Jusqu'à la clôture de la dernière séance, la participation a été largement stable. Au total, 35 certificats de participation ont été accordés aux personnes qui, selon les listes de présence, ont participé à toutes les séances de la formation. La séance finale a été clôturée par le Président de l'Ageval.

Question	Niveau
Quelle est la principale différence entre le suivi et l'évaluation ?	2,2
Un indicateur – c'est quoi? (Définition avec exemple, s.v.p)	1,9
Quels sont les principaux éléments d'un cadre logique ?	0,9
La chaîne des résultats c'est quoi ?	0,6
Un partenariat public-privé (PPP) c'est quoi?	1,0
Quels sont les facteurs de succès d'une bonne évaluation ?	1,5
Appréciation globale des pré-connaissances	1,3

Niveaux : 4 = très élevé, 3 = élevé, 2 = médiocre, 1 = minimum, 0 = null.

3 Résultats

Grâce à cette formation, les participants ont pu renforcer leurs compétences relatives aux différentes notions du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes publics. Pour bon nombre de participants, il s'agissait de la première formation pratique dans ce domaine. Les participants ont fait la connaissance, entre autres, des chaînes de résultats et des cadres logiques, tout en les appliquant dans le cadre d'exercices pratiques en groupes de travail (voir les annexes 3 et 4). Ainsi, la formation a aussi renforcé leur aptitude à travailler en équipe, ce qui représente un atout essentiel dans le monde des évaluateurs.

Le secteur minier a été choisi comme focus des exercices pratiques et de plusieurs discussions en plénière. Ce choix a été justifié, d'une part, par l'importance du secteur minier dans l'économie guinéenne et, d'autre part, vu la réorientation du projet ASRP, actuellement en cours, vers un appui technique à la gouvernance des secteurs extractifs. Par conséquent, les participants ont pu faire la connaissance de plusieurs politiques minières (notamment celles de l'UEMOA et du Libéria) et tirer des conclusions préliminaires relatives à l'application des principes de l'évaluation aux politiques publiques, telles que celles des mines.

En termes de résultats, la formation a aussi fourni un cadre de concertation entre les dirigeants de l'Ageval et bon nombre de nouveaux et d'anciens adhérents, pour échanger sur certaines actions à préconiser dans le planning 2011, pour discuter les besoins des adhérents (p.ex. les certificats des formations précédentes qui manquent encore) et pour collecter des cotisations. Ainsi, presque 2 millions GNF sont entrés dans le trésor de l'association, grâce à l'organisation de cette formation.

La formation a aussi facilité la mise à jour du site Web de l'association (www.ageval.org). Nombreux textes et nouvelles photos ont été collectés et intégrés dans le site, surtout au niveau du répertoire des consultants.

Malheureusement, suite aux contraintes du temps, certains modules et d'autres éléments prévus de la formation n'ont pas été réalisés. Il s'agit surtout de l'élaboration des questions clés (exercice 3), la présentation de l'approche Banque Mondiale (module 4), des rôles des différents intervenants d'une évaluation (module 5) et de l'exercice portant sur l'élaboration de termes de référence (exercice 5).

La présentation Powerpoint, qui a été élaborée pour guider les séances en plénière, sera transmise dans les meilleurs délais à tous les adhérents de l'Ageval.

4 Conclusions

1. Au cours de l'année 2010, l'Ageval a vécu l'adhésion de nombreux nouveaux membres, dont la plupart jeunes et engagés dans les domaines du contrôle financier et de la lutte contre la corruption. Cette évolution positive du nombre de membres est très bienvenue, même si, pour la plupart des nouveaux adhérents, les lacunes dans leurs connaissances théoriques et pratiques de l'évaluation restent toujours énormes.

2. Les résultats des exercices en annexe montrent que les participants ont fait la connaissance théorique et pratique de plusieurs notions et outils de base de l'évaluation, notamment de la chaîne des résultats, du cadre logique et des canaux de transmission. A ceci s'ajoute l'introduction au concept du PPP. Cependant, les résultats montrent aussi que certaines faiblesses restent dans l'application des connaissances acquises.
3. Bon nombre de participants ont aussi participé aux formations précédentes offertes par l'Ageval en matière de code minier et de code de collectivités locales. Ces deux formations ont été bien appréciées, mais certains participants de la présente formation ont mis en question la pertinence des connaissances acquises et leur valorisation dans la vie professionnelle des bénéficiaires.

5 Recommandations

1. Les besoins en formation peuvent être satisfaits de plusieurs manières. Les participants de la formation en évaluation ont exprimé leur intérêt, par exemple, à participer à une formation de plus longue durée (une semaine) avec comme objectif l'apprentissage et l'application pratique (sur le terrain) des connaissances acquises. L'exemple de la formation en évaluation de microréalisations fournie par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) en 2007 a été cité par certains membres. Une deuxième option a été proposée par les participants : C'est l'élaboration d'une série de modules de base comme supports pour une formation autodidactique des membres, avec la possibilité d'un examen final indépendant et d'une certification officielle des compétences acquises. En effet, les deux options sont intéressantes et méritent d'être précisées, surtout en vue de la consolidation des impacts du projet ASRP et la pérennisation de ses impacts.
2. En suivant les principes de la gestion des programmes et projets appuyés par la GIZ, le projet ASRP doit assurer une appréciation périodique des impacts de ces différentes interventions sur les bénéficiaires directes et indirectes. Cette appréciation peut être assurée d'une manière interne et/ou en engageant des experts externes voire indépendants. Ceci dit, il est recommandé que le projet ASRP engage avec priorité les ressources humaines de l'Ageval pour les besoins de l'évaluation des impacts de ses interventions, non seulement pour satisfaire ses propres besoins en matière de gestion du projet, mais aussi pour favoriser les effets d'apprentissage au niveau de l'Ageval. Ainsi, l'ASRP peut promouvoir des effets synergétiques entre les différents groupes cibles du projet.
3. Il est recommandé de réaliser une revue des impacts des différentes formations offertes par l'Ageval pour mieux cerner les facteurs de réussite et les meilleures pratiques en matière de renforcement des capacités humaines et valorisation des connaissances acquises. Cette revue peut être programmée pour la mi-2011, englobant toutes les formations réalisées en 2010 et 2011. (Les études similaires réalisées dans le passé par le projet ASRP et son consultant Ahmédou Tall peuvent servir ici de modèle.)

6 Remerciements

Nos remerciements s'adressent au bureau du projet ASRP à Conakry, notamment à Mamadou Alpha Diallo, responsable de l'exécution du projet, et Mamadou Dian Diallo, assistant technique du projet, qui ont assuré la bonne organisation de la formation. Par ailleurs, nous remercions vivement le personnel du bureau GIZ à Dixinn qui a assuré aussi bien la plupart des supports techniques que les déjeuners et les pauses café / thé de haute qualité.

Annexe 1 Programme indicatif

Mercredi, le 23 février 2011 (Jour 1)

09h00 - 10h00	Installation des participants Mot du Président de l'AGEVAL Mot du représentant du Projet ASRP Présentation des participants
10h00 - 11h00	Présentation du thème « <i>Fonctions générales de l'évaluation des politiques et programmes publics</i> »
11h00 - 11h15	Pause café / thé
11h15 - 13h00	Suite et débats
13h00 - 14h00	Déjeuner
14h00 - 15h30	Présentation du thème « <i>Le processus de l'évaluation : Principes, méthodes, outils, gestion, facteurs de réussite</i> »
15h30 - 15h45	Pause café / thé
15h45 - 17h00	Suite et débats

Jeudi, le 24 février 2011 (Jour 2)

09h00 - 10h00	Présentation du thème « <i>Etude de cas : L'évaluation des politiques minières. Une revue des expériences internationales et des meilleures pratiques</i> »
10h00 - 11h00	Travaux de groupe
11h00 - 11h15	Pause café / thé
11h15 - 13h00	Suite et débats
13h00 - 14h00	Déjeuner
14h00 - 14h30	Présentation du thème « <i>L'analyse des impacts des politiques et programmes publics sur la pauvreté – les approches Banque Mondiale et OCDE</i> »
14h30 - 15h30	Travaux de groupe
15h30 - 15h45	Pause café / thé
15h45 - 17h00	Suite et débats

Vendredi, le 25 février 2011 (Jour 3)

09h00 - 09h30	Présentation du thème « <i>L'évaluation des politiques et programmes publics comme instrument de la bonne gouvernance – Le rôle de l'Etat, de la société civile, du secteur privé et des partenaires internationaux</i> »
09h30 – 10h30	Travaux de groupes
10h30 - 10h45	Pause café / thé
10h45 - 12h30	Suite et débats
12h30 - 13h00	Evaluation et clôture de l'atelier

Annexe 2 : Liste de participants

Nom	Prénom(s)	Structure	Contact
Bah	Mamadou Aliou	Centre d'appui pour le développement économique et social (CADES)	60 57 01 34
Baldé *	Néné Mariama	Service de l'Observatoire des Villes	60 55 57 94, 65 25 49 76
Bangoura	Aïssata Naby	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	68 12 83 46
Barry *	Alpha Bacar	Ministère de l'Agriculture	60 29 39 36, 62 29 39 36, 64 80 61 18
Bennett *	Jim	GIZ / IPA-Cologne	24 76 03 28
Camara	Mory 2	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier, JCAEG	68 79 30 34
Camara	Moussa	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier, Corps guinéen pour la paix et le développement (CGPD)	68 70 30 70
Cissé	Mamadou Thierno	MEFPET / Aguipe	62 50 13 80
Condé	Lanciné	GIZ / ASRP	60 57 10 42
Condé *	Mahmoud	Aide et Action	68 36 03 05, 63 57 31 97, 60 57 31 97, 64 36 03 05
Diallo *	Elhadj Mamadou Aliou	MEH	60 84 44 44, 64 04 73 07, 67 60 85 85
Diallo	Fatoumatou N'date		60 59 03 98
Diallo	Mamadou Bella	DNEF	68 48 18 40
Diallo *	Mamadou II	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	62 88 08 82, 60 59 40 31
Diallo	Mamadou Dian	GIZ / ASRP	62 03 83 78
Diallo *	Korka	Tribunal de 1 ^{ère} Instance de Conakry II (Dixinn)	62 61 68 06
Diallo *	Mariama Baïlo	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	64 20 68 89, 62 00 14 54
Diallo *	Ousmane Daka	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	62 04 00 23, 60 39 18 58
Diallo	Zakariaou	Guinée-Ecologie	62 19 29 65
Donzo *	Moussa	Ministère de la Santé	63 85 97 82, 60 30 29 73
Falcone	François	ANLC	60 25 29 63
Gassama *	Ibrahima Sambégire	Fonds National d'Insertion des Jeunes (FONIJ)	62 33 33 22
Haïdara *	Abdoul Latif	Consultant	67 34 14 41, 60 34 14 41, 64 38 18 00
Kaba *	Ismaël	Ministère de l'Agriculture	62 13 80 89, 60 29 84

			25, 64 28 60 56
Keita	Cheick Oumar	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation (MATD)	60 37 44 14
Keita *	Fodé	Inspection Générale d'Etat	62 39 31 24, 64 64 27 13
Keita	Mohamed	Ministère des Mines et de la Géologie	60 34 20 17
Koulibaly *	Alsény	Inspection Générale d'Etat	62 51 40 10
Mara	Zenab Salimatou	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	66 08 85 93
Samaké *	Mohamed Lamine	Ministère du Plan	65 71 31 96, 62 57 99 21, 64 28 95 92
Sandouno	Boniface Urbaiy		64 56 80 19
Sissoko	Ibrahima Khalil	Ministère de l'Agriculture	60 26 52 94
Sylla	Souleymane	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier, JCAEG	64 47 12 81
Tinkiano *	Célilia Koumba	Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)	64 20 14 27
Toukara *	Boubacar Sidy	Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC)	64 24 03 70, 68 36 97 97
Toukara *	Mariama	CBG	60 54 86 55, 64 24 80 16
Touré	Aissatou Hawa	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	64 24 09 79
Touré *	Alpha	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier, JCAEG	60 39 95 58
Touré	Lamine	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	60 39 07 05
Traoré *	Abdoullaye	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier / ANLC	60 43 35 22
Traoré *	Aïssata	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	64 02 56 00
Wann *	Thierno Ousmane	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	64 20 16 04, 60 04 05 05
Yopa *	Mohamed Georges	Ministère de l'audit et du contrôle économique et financier	64 32 85 29

* Voir présentation et CV sur www.ageval.org

Annexe 3 La chaîne de résultats : Résultats des exercices

Groupe 1

Niveau de causalité	Chaînes de résultats	Indicateurs
Impacts	Les 4 CRD sont renforcées en élaboration et la mise en œuvre de PDL Emergence d'une gouvernance locale	Elus locaux et population connaissent les principaux axes du PDL Climat de confiance entre élus et l'autorité locale
Utilisation	Réalisation d'infrastructures de bases et d'équipements socio-économiques	Nombre d'infrastructures et d'équipements socio-économiques réalisés
Extrants	PDL élaboré et mise en œuvre Bénéficiaires et cibles formés	Les PDL des 4 CRD élaborés et mis en œuvre Tous les cibles et bénéficiaires formés
Intrants	Signatures des conventions et contrats Identification des formateurs et des cibles / bénéficiaires Formation des cible / bénéficiaires	Nombre et nature des conventions signées Nombre de formateurs et de cibles identifiés Nombre de cibles formés

Groupe 2

Niveau de causalité	Chaînes de résultats	Indicateurs
Impacts	Réduction de la pauvreté Renforcement des capacités de communautés	A la fin de 2012, le taux d'accès aux services de base atteint 80% 100% des CRD de la zone d'intervention sont capables d'élaborer et d'actualiser leurs PDL et PAI en 2012
Utilisation	Mise en œuvre de microprojets (santé, éducation ...)	80% des microprojets inscrits dans le PDL sont réalisés à la fin de 2012
Extrants	PDL, PAI, FIL (?)	100% des CRD de la zone d'intervention disposent de PDL assortis de PAI à la fin du 1 ^{er} semestre 2009.
Intrants	Ressources matérielles Consultants Formateurs Animateurs villageois Populations locales CECI, PACV, STD	

Groupe 3

Niveau de causalité	Chaînes de résultats	Indicateurs
Impacts	Gouvernance locale Démocratie locale Bien-être social	Nombre de CC tenu
Utilisation	Transfert fonds CRD Application CCL Modèle de PPP Contrôle social efficient	Volume de financement Structure de contrôle mise en place
Extrants	Renforcement des capacités Infrastructure Equipement socioéconomique PDL, FIL Microprojets	Nombre d'infrastructures Nombre PDL élaborés et mise en œuvre
Intrants	Bailleurs, GDG, CECI-PACV, CRD, financement	

Groupe 4

Niveau de causalité	Chaînes de résultats	Indicateurs
Impacts	Réduction de la pauvreté Amélioration des conditions de vie des communautés	-
Utilisation	Emergence d'une gouvernance locale dans la CRD bénéficiaire	-
Extrants	Elaboration des PDL Mise en place et opérationnalisation d'un FIL Réalisation des infrastructures sociales	3 PDL élaboré et disponibles au 11/03/2009 Infrastructures prévues et réalisées Microprojets identifiés et financés
Intrants	PACV, CECI, STD Ressources financières	Personnes disponibles au démarrage du projet

Annexe 4 Le cadre logique : Résultats des exercices

Groupe 1

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification (SOV)	Hypothèses (suppositions)
Impacts	Meilleures perspectives d'emploi	Pourcentage de cadres formés et employés	Rapport d'enquête	Stabilité sociopolitique des pays de la sous-région
	Disponibilité d'une main-d'œuvre (MO) qualifiée	Proportion entre demande et disponibilité de MO qualifiée	-	-
Effets	Une école minière sous-régionale opérationnelle répondant aux besoins des Etats de la sous-région	2000 étudiants formés par an d'ici 2015 50% des étudiants formés sont de la CEDEAO	Rapport et liste des admis Rapport de suivi et enquête	Niveau économique maintenu ou accru des sociétés minières
	Dispositif de concertation entre école et sociétés minières	Besoins des sociétés minières communiqués annuellement à l'école minière	Rapport de l'école Enquête auprès des sociétés minières	Volonté des sociétés minières à collaborer
Extrants	Ecole minière sous-régionale construite	Une école minière construite	PV de réception finale de l'ouvrage, visite de terrain	-
	Programmes d'enseignement adaptés aux besoins	Niveau de satisfaction des sociétés minières	Rapport d'enquête	-
Activités	Identification du site	Ressources (p.m.)	Calendrier (p.m.)	Disponibilité du financement
	Construction d'une école minière			-

Groupe 2

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification (SOV)	Hypothèses (suppositions)
Impacts	Emploi accru des cadres africains dans les sociétés minières	95% des diplômés sont employés dans les sociétés minières évoluant en Afrique	Rapport d'enquête	Directives DEDEAO intégrées dans les législations nationales
Effets	Formation d'étudiants d'Afrique Occidentale selon les standards internationaux en mines et géologie	75% des étudiants inscrits viennent des pays de la sous région	Rapports d'activités de l'école (statistiques)	Les codes miniers nationaux imposent des quotas d'emploi des cadres nationaux
	PPP dans la formation et l'utilisation de cadres	95% des étudiants inscrits sortent avec un diplôme reconnu au niveau international	Rapports d'activités de l'école (statistiques)	-
Extrants	Création d'une école sous régionale spécialisée en mines et géologie	La première promotion est entrée en formation en 2013	Rapports d'activités	Les Etats membres respectent les engagements et les règles
	Le CA de l'école est composé de représentants des sociétés minières, de l'Etat, de la société civile et des collectivités locales	Répartition des participants aux réunions du CA	PV des assemblées et des réunions	-
Activités	Convention d'établissement inter-Etats	Ressources (p.m.)	Calendrier (p.m.)	Les Etats membres payent leurs contributions à temps
	Construction et rénovation d'infrastructures			-
	Mise en place du système et des structures de gestion			-
	Elaboration des cursus			-

Groupe 3

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification (SOV)	Hypothèses (suppositions)
Impacts	Disponibilité d'une expertise sous régionale	Effectif des experts sous régionaux dans les sociétés minières	Rapport d'évaluation des impacts	Stabilité sociopolitique
	Emploi pour les diplômés de l'école	L'emploi de cadres nationaux passe de 40 à 50% d'ici 2017	Rapport d'évaluation des impacts	Politique minière incitative
Effets	Ecole minière sous régionale opérationnelle répondant aux normes internationales	Fin 2015, 90% des admis sont certifiés selon les normes internationales	Rapports annuels	La demande d'emploi est suffisante
Extrants	Construction d'une école minière sous régionale	Une école minière construite d'ici fin 2012	PV de réception	-
	Equipement modernes	Une école minière équipée d'ici fin 2012	PV de réception	-
	Formation des professionnels miniers	Au moins 500 professionnels miniers formés d'ici fin 2015	Rapports annuels	-
Activités	Obtention du domaine	Ressources (p.m.)	Calendrier (p.m.)	-
	Elaboration du DAO et choix de l'entreprise			-
	Réalisation de l'infrastructure et des équipements			-
	Recrutement (personnel, étudiants)			-
	Mise en œuvre d'un programme de formation adaptée			-

Groupe 4

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification (SOV)	Hypothèses (suppositions)
Impacts	Des cadres qualifiés sont disponibles	Augmentation du nombre de cadres formés dans le domaine minier de 50% en 2025	Diplômes	Le pays est stable
	Utilisation rationnelle des ressources minières	Augmentation des recettes minières de 20% en 2020	Les quittances	Les revenus de l'école assurent son fonctionnement
Effets	Une école minière sous régionale répondant aux normes internationales	Les examens et diplômes sont conformes aux normes internationales	Rapport d'évaluation d'un expert indépendant	Le pays est stable
		100% des programmes et équipement sont de norme internationale	Rapport d'évaluation d'un expert indépendant	-
Extrants	Une école construite et équipée	100% les critères du cahier de charge sont satisfaits	PV de réception de l'ouvrage	La volonté politique est adéquate
	L'école est certifiée au niveau international	Nombre de conventions signées avec d'autres écoles	Conventions	-
	Les formateurs et encadreurs sont disponibles	100% les postes sont occupés	Rapport annuels du DAFF	-
Activités	Construction de l'école	Ressources (p.m.)	Calendrier (p.m.)	-
	Elaboration des programmes			-
	Recrutement des encadreurs et étudiants			-

Annexe 5 Le partenariat public-privé : Résultats des exercices

Groupe 1

Éléments du PPP	Description succincte
Titre / thématique	Production de riz dans la zone de Kamsar
Objectif	Amélioration des conditions de vie des membres de groupements de producteurs de riz et leurs communautés
Partenaires	CBG – Bureau d'études Berca-Bara AFD
Durée	Un an renouvelable
Intrants	Domaine cultivable Semences Produits phytosanitaires Appuis (conseils) techniques Matériels, outillages Renforcement des capacités organisationnelles des groupements
Extrants	50 tonnes de riz produits par an
Utilisations	Les travailleurs de la CBG sont ravitaillés en riz
Impacts	Augmentation du revenu des groupements agricoles Amélioration de la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel Réduction de l'importation du riz
Canaux de transmission	Prix : Coûts de production de riz réduits Emploi : Opportunité d'emploi informel accrue Accès : Meilleur accès aux intrants agricoles Actifs humains : Amélioration de l'état nutritionnel des membres des groupements de leurs communautés

Groupe 2

Éléments du PPP	Description succincte
Titre / thématique	Réhabilitation des zones minières excavées de la CBG de Sangaredi
Objectif	Restaurer les zones exploitées
Partenaires	CBG Entreprise de prestations agricoles (EPA) : pépiniéristes, populations locales, transporteurs Collectivités locales
Durée	12 mois
Intrants	Techniciens et mains d'œuvre Matériels et équipements, plants (essences forestières) Logistique
Extrants	Plantations forestières et fruitières Emploi
Utilisations	Restauration du couvert végétal et du sol Amélioration de revenus
Impacts	Protection de l'environnement Amélioration de la sécurité alimentaire et du cadre de vie
Canaux de transmission	Prix : Production des plants (pour vente) Emploi : Mains d'œuvre locale Transferts : Paiement impôt par l'entreprise (EPA) Actifs financiers : Capital de l'EPA Autorité formelle : Renforcement des collectivités locales
Risques	Feux de brousse Divagation des animaux

Groupe 3

Éléments du PPP	Description succincte
Titre / thématique	-
Objectif	Assurer l'alimentation en eaux aux parties prenantes dans la zone de Kamsar
Partenaires	Etat Compagnie minière Bailleurs (PTF) Population (agriculteurs, éleveurs etc.)
Durée	3 ans
Intrants	Ressources
Extrants attendus	Forages Puits améliorés Sources améliorées
Utilisations (effets)	Accès amélioré Eau potable
Impacts	Réduction des maladies hydriques
Canaux de transmission	Prix : Consommation d'eau potable Accès : Accès amélioré à l'eau potable Actifs humains : Réduction des maladies hydriques

Groupe 4

Éléments du PPP	Description succincte
Titre / thématique	Sensibilisation IST/VIH/SIDA des exploitants artisanaux d'or et de diamants
Objectif	Les connaissances des exploitants artisanaux relatives aux modes de prévention et de transmission sont améliorées
Partenaires	CNLS, Semafo, CRD
Durée	18 mois
Intrants	Supports pédagogiques Formateurs et animateurs
Extrants	Séances de sensibilisation
Utilisations	Evolution des niveaux de connaissances des exploitants sur les IST, VIH et SIDA
Impacts	Accroissement d'utilisation des modes de prévention
Canaux de transmission	Prix : Utilisation des préservatifs (consommation) Emploi : Prise en charge des agents Accès : Accès aux informations IST/VIH/SIDA Autorité : CRD dotées des formateurs Actifs humains : Réduction de l'incidence du VIH/SIDA